L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT

PAR BULLITT, MAGNAN & CIE.

No. 81, Rue Chartres.

DES EDITION QUOTIDIENNE..... $12 | payable d'avance
DE TROIS FOIS PAR SEMAINE.... $10 |

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 7 JUILLET 1841

POUR GOUVERNEUR:
HENRY JOHNSON.

DE L'OPPOSITION SYSTEMATIQUE.

Il y a quelques mois à peine les partisans de M. Van Buren nous accusaient de faire de l'opposition systématique et l'on n'a sans doute pas oublié les ballons tirades écrites par eux pour flétrir ce genre d'opposition. Sans chercher à examiner si ces accusations étaient ou n'étaient pas fondées ce qui nous ferait rentrer dans des discussions qui n'ont que trop longtemps occupé la presse et le public, nous croyons devoir demander aux accusateurs si leur propre parti et notamment MM. Calhoun et Woodbury n'ont pas tout récemment fait acte d'opposition systématique?

A l'occasion du bill allouant à la veuve du général Harrison une somme de vingt cinq mille piastres comme indemnité des frais extraordinaires et des pertes qu'a occasionnés son déplacement pour aller remplir les fonctions de président à lui confiées par le vote populaire, le parti de la dernière administration a soutenu que de telles allocations étaient inconstitutionnelles et qu'il était forcé de les combattre sans acception de personnes. Or comme il est prouvé par les journaux des deux chambres du congrès que ces mêmes hommes ont proposé, soutenu et voté des mesures analogues, on peut affirmer en toute assurance qu'ils ne pensent pas ce qu'ils disent; que les mesures qu'ils repoussent aujourd'hui qu'il s'agit de leurs adversaires, ils les adopteraient aujourd'hui qu'il s'agit de leurs amis politiques; qu'enfin ils ont deux poids et deux mesures et que par conséquent leur opposition est systématique.

Cette vérité a jailli si clairement de la discussion qu'un homme qui trouve toujours des raisons bonnes ou mauvaises pour répondre à tout, n'est vu pourtant contraint de garder le silence; et qu'un autre dont le talent oratoire est porté jusqu'à nous par ses amis n'a ouvert la bouche que pour compromettre de plus en plus et la cause qu'il voulait défendre et sa propre réputation.

Je ne saurais voter l'allocation maintenant en discussion, a dit M. Calhoun, parceque les principes et la constitution me défendent de disposer ainsi de l'argent du peuple.—Mais, comment se fait-il alors, lui répond-on, que vous ayez proposé ou soutenu et voté un bill allouant une indemnité à la veuve du général Brown? Il ne peut guère y avoir plus d'analogie entre les deux cas et cependant vous avez soutenu alors que vos principes et la constitution vous permettaient, vous faisaient même une loi, d'accorder une indemnité à la veuve d'un général, et vous prétendez maintenant que vos principes et la constitution vous défendent d'accorder une indemnité de la même nature! D'où vient cette étrange différence entre votre conduite d'alors et votre conduite d'aujourd'hui? Pour habiter un même pays que M. Calhoun, M. Woodbury a compris qu'il n'y avait en effet rien à répondre et il s'est tû: acceptant, par cela même, le reproche d'inconséquence dans sa conduite ou, ce qui revient au même, de faire à l'administration actuelle une opposition systématique.

Nous doutons fort que les organes de l'administration déchue puissent, malgré leur zèle, justifier leurs patrons à cet égard.

SECONDE MUNICIPALITE—COUR DU RECORDER.

Fin de l'Interrogatoire de De Putron, et de ses complices.—Accusation—Défense—Agréable Interruption.—Triste Incident, &c.

La première partie de la séance d'hier à la Cour du Recorder de la seconde Municipalité a été consacrée à interroger les témoins qui restaient à entendre dans l'affaire de De Putron. M. J. Slack a déclaré qu'il avait eu de longues relations avec celui qu'il n'avait jamais connu aucune famille du nom de Putron, et que Burton Leyton a déclaré que Abbot avait été durant quatre ou cinq ans employé en cette qualité par le susdit lui avait demandé vingt cinq quinze piastres et qu'aussitôt qu'elles lui eurent été comptées, il entama son intention de quitter la maison. Des lettres qu'il venait de recevoir, disait-il, le forçaient à faire une absence.

L'audition des témoins achevée, M. Smith prend la parole au nom de l'Etat pour soutenir l'accusation. Il renonce à l'accusation de parjure qui n'est pas suffisamment justifié par les dépositions, mais il maintient toutes les autres charges et en conséquence un verdict. Les Etats-Unis sont contre lui. L'incendie d'un bâtiment pour la traite, dès 1794, un délit de cette nature était puni même de mort; plus tard, en 1807 la pénalité devint plus sévère et l'on porta l'amende jusque à $20,000. Cette loi fut élevée et sous cette peine la traite a été en 1818, l'amende fut réduite à $4000, mais on y joignit la peine de un à sept ans de la prison dont le maximum fut fixé à 7 ans. C'est sous l'empire de cette législation que la poursuite actuelle a lieu. M. Smith cherche à prouver alors que l'Indépendance était bien réellement égal, que la propriétaire dans le but de la traite. Il rappelle de quelle sorte de réprobation se trouva frappé ce commerce. Il revient ensuite sur le caractère de De Putron. Ses premières habitudes, ses premières associations l'ont préparé à suivre une semblable carrière. Il a, pour ainsi parler, été nourri pour la traite. C'est la seule occupation qu'il connaisse; il a visité presque toutes les contrées du globe, et partout il a fait preuve d'une grande habileté pour de pareilles entreprises. Suivant M. Smith, l'enjouement de l'indépendance, les armes, et les munitions qui étaient à bord, les papiers qu'on a saisis, une déclaration du prisonnier, et à son des preuves suffisantes de l'accusation, dirige contre lui. Quant à Abbot, s'il a d'abord donné quelques preuves de bonne conduite, il y a ensuite bien des circonstances d'un caractère tout à fait suspect. M. Smith résume les différentes charges qui s'élèvent contre cet accusé, et signale surtout la complicité de Domingo avec De Putron, et termine en insistant sur l'accusation de parjure qui pèse sur ce dernier.

M. Johnson répond à tous les efforts infructueux qui ont été faits pour donner quelque fondement à l'accusation de parjure à laquelle a fini par rompre elle-même; puis il examine après son principe que doivent diriger une enquête comme celle dont il s'agit en ce moment. Il prétend que la décision du juge d'instruction doit surtout se baser sur les témoignages, en conséquence il croit devoir en discuter la valeur. Les témoignages sur lesquels s'appuie l'accusation, se composent surtout des déclarations du prisonnier et de conversations qu'il a eues avec quelques personnes; ces semblables charges ne sont pas suffisantes pour motiver un verdict de jugement. Quant à la déposition du capitaine Taylor, il croit qu'elle est dûe tout à la puissance d'imagination du témoin qui a pu se laisser emporter trop loin. L'accusation a reconnu que de Putron était un homme instruit, comment peut on supposer qu'un homme en fait de la pénalité qui frappe la traite, en été assez fou pour s'engager dans le commerce de la traite? D'ailleurs si l'on s'en réfère aux déclarations de D. Putron, il n'a jamais avoué l'intention de faire la traite, mais simplement le commerce avec les côtes de l'Afrique. Le courrier dont pas vendeur ce fait, elle ne doit pas oublier non plus que les versions relatives à ce point sont fort contradictoires et qu'elles ne tirent pas un corps suffisant de preuves.

M. Johnson parle ensuite des armes et des munitions trouvées à bord. Ces armes et ces munitions n'étaient pas en nombre plus considérable que celles qu'on trouve souvent à bord des vaisseaux marchands. Ce fait concourt donc encore à pouvoir combattre de nouveau de fond-mont l'accusation dirigée contre de Putron. Il faut aussi se rappeler que ce prévenu, aussitôt la capture de son bâtiment, est venu trouver le capitaine Taylor, n'est ce pas là une preuve que sa conscience n'avait rien à lui reprocher? Quant aux deux autres prisonniers Abbot et Domingo, il ne soupçonne pas qu'ils n'aient pas été relâchés, comme le reste de l'équipage. En supposant que le bâtiment ait été préparé pour la traite, ils ont agi nécessairement d'après les ordres de leur capitaine et sans connaître son but. Ils ne sauraient donc être coupables, et le défenseur demande leur élargissement.

L'accusation de parjure semble n'avoir été mise en avant qu'en désespoir de cause et lorsque toutes les autres charges semblaient s'évanouir. Et comment en effet cela soutiendra-t-il? On ne s'est appuyé que sur des vagues on dit, sur des conversations, des lettres et de documents qui ne prouvent rien et qui sont tout au plus des probabilités. Si des preuves de ce genre étaient admises, la jurisprudence criminelle serait complètement bouleversée.

En ce moment, le Recorder Baldwin suspend la séance et invite la Cour à venir prendre part à une collation offerte par le Conseil de la Seconde Municipalité à la compagnie Franklin des Pompiers de Mobile. Après s'être convenablement rafraîchis, les avocats, le Recorder et les Représentants viennent reprendre leurs places et M. Johnson continue sa plaidoirie.

Il reprend l'accusation de parjure et prétend qu'elle a dû tomber d'elle même, parceque le serment n'a pas été légalement administré. Il a été en effet reçu par un officier de la Douane qu'aucun acte du Congrès n'a investi d'un semblable pouvoir. Quoiqu'il en soit d'ailleurs a-t-on apporté que le serment ait été prêté? Aucune preuve positive. M. Johnson résume ensuite les différens moyens qu'il a fait valoir, et déclare qu'il attend avec confiance la décision de la Cour.

M. B. Peyton réplique au nom de l'accusation et dans un discours plein d'habileté qui dure environ deux heures. Il commence à revenir sur tout avec beaucoup de soin tous les témoignages, et il montre que son ad-

M. Magnan a passé du rôle en question, par la suite de M. Duncoigne, qui l'a abandonné à son tour.

[illegible] Juillet 1841.

[illegible] Juillet 1841.

[illegible] Juillet 1841